



En 1744, au cours de la guerre de Succession d’Autriche, Louis XV tombe malade à Metz et promet de reconstruire l’église Sainte-Geneviève (qui depuis presque mille ans est associée à la sainte patronne de Paris et de la France) s’il guérit.

Le 6 septembre 1764, près de 20 ans plus tard, la première pierre est posée par le roi en personne. La construction est confiée à l’architecte Jacques-Germain Soufflot qui opte pour un plan en croix grecque surplombé d’une triple coupole pour l’église. Pour financer les travaux du Panthéon, une loterie nationale a été organisée amassant ainsi 400 000 livres. Soufflot imagine un bâtiment grandiose, mais décède avant la fin des travaux.

L’objectif du projet était de rivaliser avec deux autres institutions religieuses, la cathédrale Saint-Paul de Londres et la basilique Saint-Pierre à Rome. Soufflot s’inspire de la façade du Panthéon d’Agrippa de Rome pour réaliser le Panthéon parisien. À l’origine, les Français étaient impressionnés par le style Néo-classique du bâtiment, mais restaient peu convaincus concernant la solidité de celui-ci. Les Français avaient peur que le dôme chute, car des pierres s’effritaient. Pour consolider ce monument, il a fallu attendre Napoléon et sa prise au pouvoir afin d’apercevoir des travaux de rénovation essentiellement sur les piliers du dôme. L’église est achevée en 1790 par son collaborateur, Maximilien Brébion, et son élève, Jean-Baptiste Rondelet. Mais la Révolution française la transforme en Panthéon, un lieu pour honorer les grands Hommes.

Au fil des régimes politiques, le Panthéon change de fonction pas moins de 6 fois : tantôt église tantôt temple républicain. Napoléon rend l’édifice à l’église, mais garde la crypte pour les personnalités importantes. Ce n’est qu’en 1885, avec les funérailles de Victor Hugo, que le Panthéon retrouve définitivement sa fonction de temple républicain des grands hommes et grandes femmes de la nation.



Son nom est pour toujours lié à celui de Dreyfus :

Dès le mois de mai 1896, [Zola](#) a publié dans Le Figaro un article dénonçant l’antisémitisme, intitulé « *Pour les Juifs* ». Il vient d’achever Paris, le dernier épisode de sa trilogie *des Trois Villes*, dans lequel il a mis en scène *La Libre parole* de [Drumont](#) sous le titre *La Voix du peuple*. Trois rencontres sont décisives dans l’engagement de Zola en faveur de Dreyfus : celle avec le journaliste [Bernard Lazare](#), qui soutient [Mathieu Dreyfus](#) depuis février 1895, celle avec l’avocat de [Picquart](#), [maître Leblois](#), et enfin celle avec le vice-président du Sénat, [Scheurer-Kestner](#). Ce dernier joue un rôle clef, car il cherche à constituer « un conseil d’hommes habitués à parler aux masses ».

C’est à la suite d’un déjeuner avec ces trois hommes que Zola s’engage dans l’affaire Dreyfus, en publiant trois articles dans *Le Figaro* à partir de novembre 1897 ; il défend les prises de position de Scheurer-Kestner ( « M. Scheurer-Kestner » ), dénonce l’antisémitisme et le mythe du « syndicat » juif ( « Le syndicat » ), et enfin, il s’attache à décrire les circonstances de l’« affaire » (« Procès-verbal »). Désavoué, par les lecteurs du Figaro qui menacent de se désabonner, il poursuit son action dans deux brochures, publiées chez Fasquelle ; elles se présentent sous la forme de lettres ouvertes, « *À la jeunesse* » et « *À la France* ». La campagne des dreyfusards pousse alors le gouvernement à traduire le [commandant Esterhazy](#) devant le conseil de guerre de Paris, au moment même où le président du Conseil [Jules Méline](#) proclame : « Il n’y a pas d’affaire Dreyfus! » Esterhazy est acquitté le 11 janvier 1898 et porté en triomphe par la foule de ses partisans.



C’est un choc pour Zola et ses compagnons. « J’accuse... » « Le plus grand acte révolutionnaire du siècle ». Le 13 janvier 1898, les vendeurs de journaux distribuent dans Paris les 300 000 numéros de L’Aurore. C’est le directeur du quotidien, [Clemenceau](#), qui en a trouvé le titre-massue, qui agit à la manière d’un réquisitoire. L’effet est considérable : selon [Léon Blum](#), « J’accuse bouleversa Paris en une journée ». Car le contenu de l’article est à la mesure de son titre volontairement provocateur : s’étalant sur six colonnes sur toute la première page et la deuxième, l’article expose d’abord les faits, c’est-à-dire l’arrestation et la condamnation de Dreyfus, puis dévoile l’identité du véritable coupable, le commandant Esterhazy, pour dénoncer la décision scandaleuse qui est intervenue deux jours auparavant avec l’acquittement du traître. [Zola](#) a pleinement conscience du risque qu’il encourt et il s’expose volontairement aux poursuites, car il pense qu’un nouveau procès rouvrira le dossier Dreyfus : « Qu’on ose donc me traduire en cour d’assises ! ».

[Émile Zola](#) donne une dimension nouvelle à l’affaire Dreyfus. « Symbole de toutes les haines, de toutes les injustices, de toutes les erreurs et de tous les fanatismes », comme le disait l’historien [Pierre Vidal-Naquet](#). Convaincu de l’innocence de Dreyfus, écœuré par l’acquittement d’Esterhazy,

l’auteur du « bordereau », il a violemment attaqué tous ceux qui avaient une responsabilité dans l’Affaire. « Il transfigure un événement historique... en événement mythique... son engagement ouvre la voie à l’engagement des « intellectuels » pour le combat en faveur de la Liberté et de la Vérité. » Cette affaire a révélé les fractures profondes d’une République encore fragile concernant les courants antisémites.



Aujourd’hui, le Panthéon abrite plusieurs personnalités faisant sens ou écho à l’affaire Dreyfus, dont : [Jean Jaurès](#), rentré en 1924, un homme politique socialiste qui était convaincu de l’innocence de Dreyfus et qui a utilisé sa voix et ses écrits pour défendre la vérité et la justice. Son engagement a contribué à mobiliser l’opinion publique et à obtenir la révision du procès et a l’obtention d’un financement pour le transfert des cendres de [Zola](#) face à [Barrès](#) : « Messieurs, on nous demande 35000 francs pour porter Zola au Panthéon. Je crois que nous n'aurons jamais une meilleure occasion de faire des économies». [Jean Zay](#) peut être associé lui aussi à cette affaire par l’injustice qu’il a vécue lui-même et sa condamnation sur la base de fausses accusations et de manipulations politiques en raison de ses convictions et de son identité. Comme [Pierre Brossolette](#), il est entré au Panthéon en mai 2015. Chacun ayant contribué à la défense des valeurs d’émancipation et de vérité que l’affaire Dreyfus a mises à l’épreuve.

[Emile Zola](#) meurt dans la nuit du 28 au 29 septembre 1902 à son domicile parisien pour cause de « défaillance technique » de la cheminée. La presse nationale et internationale rend hommage à ce romancier tandis que d’autres à l’instar de *La Croix* ou *La Libre Parole* vont jusqu’à lancer la rumeur d’un suicide. [Alexandrine](#), la veuve de Zola déconseille à [Alfred Dreyfus](#) de se rendre aux obsèques qui ont lieu le 5 octobre, car elles se déroulent dans un contexte de tensions. Dreyfus vient pourtant et assiste à l’oraison funèbre écrite et prononcée par [Anatole France](#).



[Zola](#) repose au Panthéon en tant que grand homme de lettres et politique aux côtés de [Voltaire](#), [Alexandre Dumas](#) ou [Jean Moulin](#). C’est le 13 juillet 1906 que la Chambre vote une loi réintégrant Alfred Dreyfus dans l’armée avec le grade de chef de bataillon et, le même jour, demande le transfert des cendres de Zola au Panthéon.



La cérémonie officielle n’aura lieu que le 4 juin. Alors qu’elle est sur le point de s’achever, deux coups de feu retentissent. [Grigori](#) un journaliste au journal *Le Gaulois* vient de tirer sur [Alfred Dreyfus](#) qui n’est que légèrement blessé au bras. L’auteur de l’attentat est rapidement arrêté et déclare ne pas avoir pu supporter l’humiliation infligée à l’armée française. Il sera rapidement jugé et acquitté par la suite.

